

Offre de stage dans le cadre du dispositif Boutique des Sciences de l'Université Lumière Lyon 2 ouverte aux étudiantes et étudiants de Master de tous les établissements de Lyon et Saint-Étienne

« Interroger les représentations, le rapport et la prise en charge de la sécurité auprès des commanditaires de chantiers dans le secteur du bâtiment »

Type de stage :	Stage « recherche participative » à temps complet (35h/semaine)
Durée du stage :	6 mois à partir de début février 2026 (durée et dates à définir en fonction du calendrier de master)
Formation requise :	Master 2 (5^e année) et éventuellement M1 (4 ^e année) – les candidatures de M1 ne seront pas prioritaires L'offre est ouverte aux étudiant.es de tous les établissements du site Lyon-Saint-Étienne et non exclusivement à celles et ceux inscrits à Lyon 2.
Gratification :	Gratification selon la réglementation en vigueur (en 2026 : 4,5€/h soit environ 630€/mois). Un abonnement de transport en commun (vélo'v, TCL, TER) couvrant les déplacements domicile-travail peut être pris en charge par l'Université à hauteur de 75% et dans la limite d'un plafond de 100€/mois. Les déplacements plus ponctuels à effectuer dans le cadre de la mission de recherche seront pris en charge par la CAPEB Isère.
Structure d'accueil :	Confédération de l'Artisanat et des Petites Entreprises du Bâtiment (CAPEB) de l'Isère (Organisation Syndicale)
Lieu du stage :	Accueil principal dans les locaux de la CAPEB Isère à Bourgoin-Jallieu et/ou à Pont-de-Claix. Déplacements ponctuels sur l'ensemble du département de l'Isère (déplacements pris en charge par la CAPEB en train ou voiture de service). Télétravail ponctuel possible.
Encadrement :	<i>En plus d'être suivi par son tuteur scientifique/responsable pédagogique/directeur de mémoire, l'étudiante ou l'étudiant sera accompagné par :</i> • une référente au sein de la Boutique des Sciences • un référent ou un binôme de référents au sein de la CAPEB • un comité de pilotage dédié au projet au sein de la structure

CONTEXTE & STRUCTURES PORTEUSES DU STAGE

La Boutique des Sciences de l'Université Lumière Lyon 2 :

En 2021, l'Université Lumière Lyon 2 s'est dotée d'une Direction Sciences et Société pour développer les liens entre le monde de la recherche et la société civile. Au sein de cette Direction, le dispositif « Boutique des sciences », existant depuis 2013 à Lyon, permet aux associations, aux petites collectivités territoriales et aux collectifs citoyens de co-construire une expertise avec une équipe de chercheuses, de chercheurs, d'étudiantes et d'étudiants dans le but de consolider ou d'interroger leurs actions. Chaque année, la Boutique des Sciences recueille les demandes des associations et collectifs du territoire vis-à-vis du monde de la recherche, les accompagne dans la formalisation d'un sujet pertinent et propose aux étudiantes et étudiants de s'impliquer en fournissant un appui scientifique et méthodologique à ces démarches de recherche participative sous la forme de stages de recherche de Master.

La Confédération de l'Artisanat et des Petites Entreprises du Bâtiment (CAPEB) de l'Isère :

La CAPEB Isère (Confédération de l'Artisanat et des Petites Entreprises du Bâtiment) est une organisation professionnelle qui représente et défend les intérêts des entreprises du bâtiment en Isère. Elle a pour mission de représenter, défendre et promouvoir l'artisanat du bâtiment auprès des pouvoirs publics et des différents acteurs du secteur. Au quotidien, la CAPEB Isère accompagne ses adhérents dans les différentes étapes de leur activité grâce à des services de proximité : conseils juridiques et techniques, accompagnement à la gestion et au développement de l'entreprise, formation, qualifications, transition écologique et veille réglementaire. Elle contribue ainsi à faciliter le quotidien des artisans, à sécuriser leur activité et à favoriser le développement des entreprises du bâtiment sur le territoire.

→ Cette offre de stage s'inscrit ainsi dans un objectif de coopération entre le monde universitaire et la société civile, dans une démarche de croisement et de co-construction des savoirs. Ainsi, la problématique précisée dans cette offre a fait l'objet d'une co-construction entre la CAPEB, à l'origine de la demande, et la Boutique des Sciences. Elle fait écho à un enjeu/questionnement/intérêt pour la structure, qu'il s'agira pour l'étudiante ou l'étudiant de s'approprier pour y trouver des formes de réponse et d'analyse. Elle est bien entendu ouverte, ré-orientable et non exclusive : l'étudiante ou l'étudiant peut être force de proposition en fonction de sa discipline, de ses précédentes expériences, etc. L'offre de stage correspond ainsi à une première proposition de travail. Il est attendu de l'étudiante ou de l'étudiant qu'il ou elle se saisisse du sujet et du contexte coopératif et soit actif du point de vue de la dimension participative du travail de recherche.

APERÇU DU SUJET & PROBLÉMATIQUE DE TRAVAIL

Le domaine du Bâtiment et des Travaux Publics (BTP) est un secteur professionnel marqué par une importante pénibilité, une présence du risque (physique), ainsi que par une forte division du travail, des décisions et des responsabilités entre toutes les parties prenantes des opérations de construction : des maîtres d'ouvrages commanditaires des chantiers jusqu'aux entreprises (parfois sous-traitantes d'autres entreprises) effectuant directement le travail sur chantier. Dans ce contexte particulier, la question de la « sécurité » des chantiers et des travailleurs est un enjeu prégnant. De nombreux travaux de sciences sociales ont explicité le rapport aux risques et à la sécurité du côté des travailleurs. D'autres ont exploré la manière dont la « sécurité » se fabrique, de façon morcelée et pas toujours opérante, depuis les « décideurs » des chantiers jusqu'aux exécutants, résultant le plus souvent en une injonction à appliquer les normes en vigueur plus qu'à une réelle sécurisation collective et systématique du travail.

Au sein de ce milieu spécifique, la CAPEB Isère constate et déplore un manque de prise en compte de la question de la sécurité du côté des maîtres d'ouvrages des chantiers, autrement dit des personnes qui en sont les commanditaires et qui, par là-même, sont aussi des parties prenantes de ces opérations. Le syndicat repère que la mise en œuvre et le respect des normes de sécurité (par exemple, le port d'un équipement adapté ou le respect de certaines procédures ou distances) repose essentiellement sur la sensibilisation et la disponibilité des travailleurs du bâtiment. Or, le syndicat revendique le fait que les enjeux de sécurité doivent être pris en compte et assurés par toutes les parties prenantes des chantiers, à toutes les étapes de leur conception et de leur mise en œuvre. Autrement dit la construction de la sécurité des travailleurs ne dépend pas que d'eux-mêmes mais est également la responsabilité des commanditaires des chantiers (élus des collectivités territoriales, propriétaires privés) de leurs représentants (chargés d'opérations, etc) et des personnes chargées de la maîtrise d'œuvre. Dans cette optique, la sécurité ne devrait pas se restreindre à l'application de la réglementation « en bout de chaîne » mais devrait faire l'objet d'une attention systématique et collective durant toute la vie du chantier.

Le syndicat dispose de retours de ses adhérents (petites entreprises du bâtiment) qui rendent compte de la manière variable dont les travailleurs mettent en œuvre les normes de sécurité. En revanche, le regard est beaucoup plus incomplet du côté des maîtres d'ouvrages (commanditaires) et de leurs représentants qui jouent un rôle crucial sur un chantier en le commandant et en ayant la responsabilité financière. A leur endroit, la CAPEB repère une prise en compte insuffisante des enjeux de sécurité, notamment dès l'élaboration de la commande (sous la forme d'appels d'offre dans le cadre de grosses opérations). Elle constate également que la sécurité correspond régulièrement à une « variable d'ajustement » et non à un aspect essentiel de l'élaboration et de la conduite des chantiers. Cet effacement et fluctuation de la prise en compte de la sécurité au niveau des donneurs d'ordres produit un transfert de responsabilité sur les entreprises les mettant, à leur tour, en difficulté. En conséquence de cause, même si les campagnes de prévention autour des enjeux de sécurité sur les chantiers se multiplient, le nombre d'accidents du travail dans le BTP ne diminue pas.

Pour réduire ce problème, la CAPEB a développé une série d'actions de sensibilisation (notamment un cycle de formation) dans le cadre du projet « Cap Prévention Chantier », en partenariat avec la DDETS (Direction départementale de l'emploi, du travail et des solidarités), la CARSAT (Caisse d'assurance retraite et de la santé au travail) et l'OPPBTB (Organisme Professionnel de Prévention du Bâtiment et des Travaux Publics). Ces actions sont considérées comme réussies par le syndicat : elles ont permis de toucher un grand nombre et une diversité professionnels jouant un rôle dans la commande et le déroulement d'un chantier (chargés d'opérations, directions de service dans les collectivités, coordinateurs de sécurité, etc). En revanche, elles n'ont pas permis de comprendre précisément les mécanismes freins et leviers à la prise en compte de la sécurité du côté des personnes et des métiers qui contribuent au chantier en le concevant, en le commandant et en le finançant.

Dès lors, la CAPEB s'interroge : *d'où vient ce « décalage » dans la compréhension et la prise en charge des normes de sécurité sur les chantiers, en fonction du type d'interlocuteurs ? Dans quelles mesures et sous quelles conditions les personnes qui commandent (notamment en lançant un appel d'offre lors de gros chantiers publics) et suivent un chantier prennent en compte la question de la sécurité dans la rédaction de leur commande ? Comment se représentent-elles la notion de sécurité et leur rôle en la matière ? Comment leurs expériences, leur formation et culture professionnelle influent sur ces représentations et sur le rôle qu'elles vont prendre ? Quelles sont leurs contraintes propres ? Comment expliquer que certaines*

collectivités ou que certains commanditaires privés prennent mieux en compte que d'autres ces enjeux ? À quelles configurations (professionnelles, culturelles, géographiques, administratives, économiques) ces différences de prises en charge sont-elles liées ?

Ce stage vise à comprendre pourquoi cette prise en compte de la sécurité au niveau des commanditaires et des personnes en charge des suivis de chantier ne se fait pas de façon satisfaisante et à identifier les mécanismes qui freinent ou qui pourraient faciliter la mise en place d'une approche collective, concertée et systématique de la sécurité sur les chantiers.

L'objectif de l'étudiante ou de l'étudiant stagiaire sera ainsi de contribuer à répondre à la problématique de départ (évolutive et adaptable) suivante : **Comment se déploie a notion de « sécurité » pour les commanditaires de chantier et leurs représentants ? Comment se construit leur rôle par rapport à ces enjeux et quels sont les freins et leviers à une meilleure prise en compte de la sécurité à leur échelle ? À partir de ces observations, dans quelle mesure est-il possible de transformer l'injonction au respect des règles de sécurité en une action collective sécurisante et partagée par et pour tous ?**

OBJECTIFS DE LA RECHERCHE

Au croisement d'enjeux multiples (économiques, organisationnels, symboliques et liés au travail), l'objectif du stage est de proposer quelques éléments de réponse au questionnement exposé plus haut et d'identifier les freins et les leviers d'une appropriation plus collective et systématique des enjeux de sécurité par toutes les parties prenantes des chantiers.

La recherche conduite par l'étudiante ou l'étudiant, en lien étroit avec les membres de la structure, devrait permettre à l'équipe de la CAPEB d'accompagner le travail de sensibilisation et de prévention autour de la sécurité, réalisé auprès de l'ensemble des acteurs concernés et des donneurs d'ordre en premier lieu.

Pour ce faire, l'étudiante ou l'étudiant pourra s'appuyer sur les actions mises en place au sein de la structure (cycle de formations, réunions, etc.), sur les connaissances de terrain, sur les observations et constats déjà formalisés au sein de la CAPEB, ainsi que sur ses contacts et mises en relation avec les acteurs clés pour l'enquête. Il/elle aura accès à l'ensemble des ressources liées au projet et à son développement. Il/elle pourra mener de nouvelles enquêtes et observations et proposer des réorientations ou redimensionnements de la problématique en fonction des pistes de travail qui lui semblent les plus pertinentes. L'étudiante ou l'étudiant sera également intégré au Comité de pilotage (COPIL) constitué autour de ces enjeux par la CAPEB et par un certain nombre de structures institutionnelles co-porteuses du projet « Cap Prévention » (DEETS, CARSAT, OPPDTP) et pourra bénéficier de leurs éclairages.

Dans le cadre de son stage, l'étudiante ou l'étudiant participera à la vie de la structure et les résultats de son étude croisant savoirs scientifiques amenés par sa formation universitaire et ceux, de terrain, apportés par la structure devront permettre de consolider le projet et d'apporter un nouvel éclairage. Les résultats pourront par exemple permettre à la CAPEB d'adapter ses actions (notamment de formation) en fonction des interlocuteurs, dans un but de meilleure sensibilisation aux enjeux de sécurité.

SUIVI, ATTENTES & LIVRABLES

Suivi de l'étudiant.e :

Le montage, la coordination et la supervision du stage seront organisés par l'équipe de la Boutique des Sciences qui fournira un appui humain et méthodologique au travail. L'étudiante ou l'étudiant aura également un tuteur au sein de la CAPEB et sera suivi pédagogiquement par son ou sa responsable de Master. Si besoin, une ou un chercheur ressource associé au projet pourra rejoindre l'équipe de suivi.

Attentes liées à la dimension participative de la recherche :

L'étudiante ou l'étudiant travaillera en lien étroit avec les personnes impliquées dans la structure et avec le COPIL et à partager au maximum l'avancement de sa recherche. Il ou elle travaillera en lien étroit avec la structure pour définir et mettre en œuvre des méthodes adaptées de collecte sur le terrain, d'organisation et d'échanges d'informations en cherchant à impliquer les membres de la structure à toutes les étapes du processus de recherche.

Pour accompagner ce processus, la Boutique des Sciences proposera trois journées de formation à la recherche participative, auxquelles la présence de l'étudiante ou de l'étudiant est attendue.

Livrables :

Il est attendu que l'étudiante ou l'étudiant produise dans le cadre de son stage :

- Un mémoire académique portant sur la problématique ciblée dans cette offre (sauf cas contraire indiqué par la formation de Master)
- Un livrable (format à définir au cours du stage en accord avec la structure) permettant de partager plus largement le travail réalisé (synthèse, podcast, film, carte, diaporama, livret, etc.)

- Un livrable dédié au dispositif Boutique des Sciences (format à définir mais les précédentes années ont par exemple donné lieu à la production d'une capsule audio ou d'un poster)

MISSIONS PRINCIPALES

- Analyse et éventuellement recadrage de la commande
- Revue de la littérature sur les enjeux de sécurité dans le milieu du BTP
- Mise en place de méthodologies adaptées et conduite d'enquêtes qualitatives et/ou quantitatives auprès des personnes concernées (maîtres d'ouvrages, chargés d'opérations, commanditaires privés, coordinateurs de sécurité et de protection de la santé, propriétaires privés) dans le but de répondre à la problématique ciblée
- Analyse des résultats et compréhension des enjeux conceptuels
- Organisation et co-animation d'une démarche participative de collecte de données, d'analyse et de réflexion avec les membres de la CAPEB mobilisés dans ce projet
- Rédaction d'un mémoire académique et production de livrables de médiation (à définir)
- Participation à la vie de la structure pendant le temps de présence (la mission de recherche est la mission principale du stage et l'étudiante ou l'étudiant ne se verra pas confier d'autres missions opérationnelles)

PROFIL RECHERCHÉ

Savoirs : Etudiante ou étudiant de Master 2 en sociologie, anthropologie, ergonomie, psychologie, etc. Tout autre profil présentant une approche pertinente sera examiné.

Compétences attendues :

- Intérêt pour les Sciences Humaines et Sociales
- Intérêt pour la recherche participative et la démarche communautaire
- Intérêt pour les thématiques du travail et pour le secteur de la construction et du bâtiment
- Connaissance et maîtrise des méthodologies qualitatives et quantitatives en SHS
- Capacité et/ou fort intérêt à développer des dispositifs d'enquêtes auprès des personnes concernées par la recherche
- Pratique de la conduite de projet et intérêt pour le dialogue entre sciences, citoyennes et citoyens

Savoir être

- Capacités relationnelles et sens du travail en équipe
- Capacité d'écoute et posture compréhensive
- Capacité et volonté à impliquer les membres de la structure dans le projet de recherche au travers de temps de travail et de rencontre, d'animations, de réunions, d'ateliers.
- Autonomie et force de proposition
- Rigueur, méthode et sens de l'organisation
- Qualités rédactionnelles, d'analyse et de synthèse

CANDIDATURES

Envoi des candidatures :

Si vous êtes intéressé-e, merci de faire parvenir une lettre de motivation personnelle (les lettres de motivation génériques et/ou rédigées par l'IA ne seront pas lues) accompagnée d'un CV à :

Morgane MONTAGNAT, Chargée de projets Boutique des Sciences : morgane.montagnat1@univ-lyon2.fr

Date limite de candidature: **31 octobre (minuit) 2026** (entretiens prévus le 23 novembre matin à l'Université)